



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale
de la protection des populations

Service de la sécurité de l'environnement industriel

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre de la Société Gabriel Environnement (SGE) pour les installations qu'elle exploite rue de la Chenille sur le territoire de la commune de SARAN

Le Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 autorisant la société Gabriel Environnement (SGE) à poursuivre l'exploitation des installations sis rue de la Chenille à Saran

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Centre-Val de Loire transmis à la Société Gabriel Environnement (SGE) le 14 février 2019 faisant suite à l'inspection de l'établissement précité réalisée le 12 février 2019 et l'informant de la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure à son encontre ;

Vu l'absence de réponse de la Société Gabriel Environnement (SGE) ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 12 février 2019, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées a notamment constaté que la hauteur de béton à concasser présent sur le site était supérieure à la hauteur maximale autorisée ;

Considérant que le dépassement de la hauteur (et par conséquent les volumes) pour les déchets inertes (béton) constitue un impact visuel non négligeable pour le voisinage et concourt à augmenter les émissions sonores et de poussières ;

Considérant que cette constatation met en évidence un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que ce manquement est récurrent sur le site ;

Considérant qu'en conséquence, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Gabriel Environnement de respecter les dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;



Adresse postale : 181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX

Bureaux : cité Coligny – 131, faubourg Bannier – bâtiment C1 - ORLEANS ☎ Standard : 02.38.91.45.45 - Télécopie : 02.38.42.43.42
Site internet : www.loiret.gouv.fr

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret ;

ARRETE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société Gabriel Environnement (siège social : 188 route de Sandillon 45650 SAINT JEAN LE BLANC), exploitant une installation de tri transit de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de SARAN, est mise en demeure de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions et délai de réalisation

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures correctives nécessaires afin de satisfaire aux dispositions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 concernant la hauteur maximale de déchets inertes qui peuvent être entreposés sur le site.

Article 3 : Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Information des tiers

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, les mesures de police administrative prévues aux articles L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de SARAN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le **27 MARS 2019**

**Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,**


Stéphane BRUNOT

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 **dans un délai de 2 mois** à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Diffusion à

- ☐ Mme le Maire de SARAN
- ☐ M. l'Inspecteur de l'environnement en charge des installations classées (D.R.E.A.L-U.D 45)

